

28.06.2022 - 12:30 Uhr

Plus de 8500 signatures pour une aide sociale juste



Lausanne (ots) -

La pandémie de coronavirus l'a montré on ne peut plus clairement: la pauvreté existe en Suisse. Or, elle touche beaucoup plus les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse. Les chiffres de l'Office fédéral de la statistique pour l'année 2020 le confirment: il y a deux fois plus de personnes dans la pauvreté, le taux de pauvreté s'élevait à 6,8% chez les Suisses, alors que chez les personnes étrangères, il atteignait les 13,6%, soit presque le double. La pandémie a renforcé les inégalités. Pourtant, les personnes qui n'ont pas de document d'identité suisse sont discriminées en matière d'aide sociale. À travers la remise de la pétition de l'EPER "Pour une aide sociale juste", 8551 signataires demandent au Parlement que l'aide sociale bénéficie à toutes les personnes en Suisse. La pétition a été remise par deux femmes qui sont elles-mêmes concernées par cette situation.

Discrimination avec des répercussions catastrophiques

Les personnes qui disposent d'un statut de séjour légal (permis B ou C), vivant en Suisse depuis de nombreuses années et y travaillant, sont discriminées. En cas de recours à l'aide sociale, leur permis peut être révoqué ou rétrogradé et ce, qu'importe le nombre d'années écoulées depuis leur installation en Suisse. Par crainte des conséquences négatives, de nombreuses personnes étrangères renoncent donc à leur droit à l'aide sociale. Les personnes admises à titre provisoire (statut F), qui ont par exemple fui l'Afghanistan ou la Syrie et, par expérience, restent en Suisse sur le long terme, sont également défavorisées. Elles ne bénéficient que d'une aide sociale réduite. En fonction des cantons, le montant peut être jusqu'à 40 % inférieur au taux normal de l'aide sociale, qui garantit un minimum vital social. Ce montant, les personnes réfugiées venues d'Ukraine (statut S) qui n'ont pas encore trouvé de travail doivent actuellement s'en contenter pour joindre les deux bouts.

Cette discrimination a des répercussions : en Suisse, de plus en plus de personnes - parfois des familles entières -, vivent dans la précarité. Au lieu d'être intégrées, elles se retrouvent isolées. " L'EPER souhaite agir contre cette précarisation des personnes touchées par la pauvreté. Car elle n'est pas seulement catastrophique pour ces dernières, mais porte aussi préjudice à l'ensemble de la société, et s'avère très coûteuse à long terme ", commente Nina Vladovic, du service spécialisé Intégration de l'EPER.

Les personnes concernées remettent la pétition au Parlement

En l'espace de deux mois, 8551 personnes ont signé la pétition " Pour une aide sociale juste ". Avec l'EPER, elles demandent une aide sociale égale pour toutes les personnes se trouvant dans une situation financière critique. Elles exigent également que l'aide sociale ne constitue plus un motif de révocation de l'autorisation de séjour ou d'établissement. La pétition a été remise par deux femmes vivant à Genève, qui sont elles-mêmes concernées par le problème. Mirian Dias Santana évoque sa situation : " Mon maigre salaire de nounou ne suffit pas pour mon fils et moi. En théorie, j'aurais droit à l'aide sociale. Mais je ne demande pas à en bénéficier, car j'ai peur de perdre mon permis de séjour. Je me suis endettée pour que mon fils et moi puissions plus ou moins

joindre les deux bouts. "

Le travail pour une aide sociale juste se poursuit

En remettant cette pétition, l'EPER envoie un signal visible au Parlement et à la sphère publique pour une aide sociale juste. Parallèlement, l'organisation soutient les objets parlementaires qui vont dans ce sens. Parmi eux, l'initiative parlementaire " La pauvreté n'est pas un crime ", déposée par la Conseillère nationale Samira Marti, au Parti socialiste. Elle demande qu'après un séjour légal ininterrompu de plus de 10 ans en Suisse, une révocation de l'autorisation de séjour ne soit plus possible.

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) soutient des projets dans plus de 30 pays, situés sur quatre continents, pour combattre la pauvreté et l'injustice. Elle fournit, au niveau international, une aide humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés. Elle collabore également avec les Églises réformées en Europe de l'Est et au Proche-Orient. En Suisse, l'organisation répond aux besoins des personnes réfugiées et socialement défavorisées, et s'engage pour leurs droits. Grâce à son travail de politique de développement et de politique sociale dans des domaines tels que la justice climatique, l'accès à la terre et à l'alimentation, ou encore la migration et l'intégration, l'EPER contribue à un changement systémique, en Suisse comme à l'étranger.

Contact:

Joëlle Herren Laufer, responsable médias, joelle.herren@eper.ch, 078 661 08 97

Medieninhalte



De gauche à droite: Sofia Getzin, Andrea Oertli, Mirian Lopez Caballero, Mirian Dias Santana, Peter Merz directeur de l'EPER, Samira Marti, conseillère nationale, Nina Vladovic. / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100000081 / L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/HEKS - Hilfswerke der Evang. Kirche / EPER - L'Entraide Protestante Suisse/Daniel Rihs"

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000081/100891735> abgerufen werden.